



Érythrée : « Tout le pays est une prison »

Abraham Tesfarmariam vit avec sa famille dans la commune de Frick en Argovie. Cet ancien technicien en radiologie originaire d'Érythrée soigne aujourd'hui des personnes atteintes de démence. En Suisse depuis dix ans, il aimerait suivre une formation de professionnel de la santé. En Érythrée, il n'a observé aucune amélioration au cours de cette décennie ; au contraire, la répression n'a selon lui fait qu'augmenter.

Texte / photo : Barbara Graf Mousa, rédactrice de l'OSAR

En se basant sur les faits actuels, [les analystes-pays](#) de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR estiment que la situation en Érythrée n'a pas changé et qu'elle est [dangereuse pour les personnes de retour](#). Depuis 1993, le jeune pays est gouverné d'une main de fer par le Président Isaias Afewerki qui est à la fois le chef d'État, le chef du gouvernement, le commandant suprême des forces armées, le président du Parlement et le chef du seul parti autorisé, le People's Front for Democracy and Justice (front populaire pour la démocratie et la justice). Le Parlement siège maintenant à l'initiative du Président.

« La situation est toujours la même qu'en 2007, lorsque j'ai fui », confirme Abraham Tesfarmariam. « Après la 11^e classe, on peut être recruté pour le service national, c'est-à-dire l'armée, pour une durée indéterminée. On passe alors son certificat de fin d'études, si tant est qu'on y arrive, dans un camp militaire. À partir de là, l'armée et le gouvernement décident de ta vie : si tu ne coopères pas, tu finis tôt ou tard en prison. »

Mais en juin 2016, le Secrétariat d'État aux migrations SEM a durci [la pratique en vigueur pour les requérants d'asile d'Érythrée](#) : désormais, les Érythréennes et les Érythréens ne doivent plus être reconnus en tant que réfugiés s'ils n'avaient encore jamais été sollicités pour le service national avant leur départ illégal, s'ils ont été exemptés de service national ou s'ils en ont déjà été libérés. Le SEM part ainsi du principe que les personnes qui quittent illégalement le pays ne s'exposent pas, en cas de retour en Érythrée, à une sanction déterminante pour le droit des réfugiés. L'OSAR critique vivement ce point dans sa [prise de position](#). La probabilité est forte que les autorités érythréennes procèdent de façon arbitraire et sans la moindre transparence. Même le rapport [« Update Nationaldienst und illegale Ausreise »](#), qui sert de base au SEM pour le changement de pratique, stipule que les peines sont infligées par voie extrajudiciaire et que les directives internes ne sont pas accessibles. (Update, conclusions, page 31).

Pas de Constitution, pas de juridiction

« Notre Constitution n'est jamais entrée en vigueur », explique Abraham Tesfarmariam. « En Érythrée, il n'y a ni lois, ni juridiction. Le gouvernement et ses auxiliaires décident arbitrairement et arrêtent, maltraitent et torturent les gens, sans avoir à se justifier. » Une dizaine d'anciens chefs de file du parti croupissent en prison depuis 2001 pour avoir voulu

21.09.2016

faire entrer en vigueur la Constitution. Parmi eux, il y a par exemple l'ancien Ministre des Affaires étrangères Petros Solomon et le Ministre de l'Intérieur Mahmoud Ahmed Sherifo, ainsi que l'informaticien et journaliste Davit Isaak qui possède un passeport suédois. « Nous ne savons pas précisément où ils sont, comment ils vont, ni même s'ils sont encore en vie. » On peut supposer qu'ils sont – comme la plupart des opposants politiques et de ceux qui pensent autrement – détenus dans la [tristement célèbre prison de haute sécurité d'Era Ero](#). Fin juin 2016, le Ministre érythréen des Affaires étrangères Osman Saleh a déclaré dans [l'une des rares interviews](#) qu'il a accordées lors de son séjour à Paris que tous les détenus politiques étaient en vie. Dans un pays qui autorise un journal et une chaîne de radio contrôlés par l'État, qui bloque les accès Internet, qui censure les Smartphones et qui occupe, d'après l'association [Reporters sans frontières](#) le dernier rang pour ce qui est de la liberté de la presse, ce genre d'affirmation est difficile à vérifier.

Abraham Tesfarmariam secoue la tête. « L'ensemble du pays est une prison. Le but de ce gouvernement est toujours de semer la peur et l'effroi. Quand j'ai fui en 2007, mon père, qui n'avait jamais rien fait d'interdit, a été arrêté. Il a passé plusieurs semaines en prison, nous ne savions pas où. Pour finir, nous avons pu aller le sortir de là avec une caution de 50'000 naktas, soit environ 3'300 francs. » Les parents d'Abraham Tesfarmariam vivent à Senafe, un assez grand village à environ 25 km de la frontière éthiopienne. Mais le contact est rompu depuis juillet 2016. Il y a récemment eu des escarmouches vers cette frontière, près de Tsorona. Des soldats érythréens ont paraît-il tiré sur de jeunes Érythréens qui tentaient de passer. Des rebelles érythréens positionnés du côté éthiopien auraient riposté. [Selon d'autres sources, ce sont les troupes éthiopiennes qui seraient accusées d'avoir ouvert le feu.](#)

Les itinéraires de fuite sont comme la politique européenne

Abraham Tesfarmariam a lu le reportage publié le 11 septembre 2016 [dans le journal du dimanche](#) sur les chefs des réseaux de passeurs qui contrôlent l'itinéraire de fuite de l'Érythrée à l'Italie en passant par le Soudan et la Libye. « Les itinéraires de fuite s'adaptent à la politique européenne », déclare-t-il. « Après la noyade de plus de 300 réfugiés en octobre 2013, l'Europe a réagi en renforçant les contrôles et les offres de sauvetage en Méditerranée. Depuis, la plupart des bateaux sont sauvés. C'est un fait connu des passeurs aussi bien que des gens qui veulent fuir en Europe. » Malgré le paiement de sommes parfois astronomiques, les personnes en fuite courent un grand risque d'être attaquées en route, dévalisées ou victimes de chantage. Mais l'autre option qui consiste à devoir vivre dans l'un des pays les plus répressifs, sans droits ni perspectives d'avenir, semble pratiquement insupportable, surtout pour la jeune génération. « Si tu as un enfant, tu te demandes tous les jours pourquoi il doit vivre dans cette prison. Les 40'000 Érythréennes et Érythréens qui préfèrent vivre dans les camps de réfugiés au Soudan et en Éthiopie ont entre 15 et 30 ans », déclare le jeune père de famille. « Je suis en tout cas très content et reconnaissant de pouvoir habiter en Suisse avec ma femme et mes deux enfants. »